

Introduction

« Il nous apparaît qu'*en tant que nation*, la France est en décadence et peut-être bientôt en agonie. Il nous apparaît que cette agonie mettrait en péril à la fois la paix du monde et la liberté de l'individu. Il nous apparaît que pour remédier aux effets désastreux de cette situation, il reste encore une chance, et une seule. » Ainsi commençait *La Décadence de la nation française*, livre prophétique signé par deux jeunes contestataires de droite, Arnaud Dandieu et Robert Aron, et paru en 1931, alors que la France était encore largement inconsciente des ravages de la crise économique, indifférente à la montée du fascisme et pensait la guerre « impossible ».

En 2007, il nous reste aussi une chance – une seule – de remédier à notre crise politique et économique interminable. Elle commence avec l'élection présidentielle de mai et se prolongera jusqu'à l'été 2008. Or, selon toute probabilité, cette élection ressemblera à

INTRODUCTION

celle de mai 2002, qui avait vu Jacques Chirac élu sans que personne sache – et lui pas davantage – pour quoi faire exactement. Inutile de rêver à une cristallisation en mai 2007, suivie d'une catharsis sainement purgative. Au fond, la seule chose certaine est la surprise des urnes et sa forme, l'incertitude : frappera-t-elle lors de l'élection ou après, dans les premiers mois du gouvernement nouvellement nommé ?

Crise et surprises

L'humeur du peuple français est en effet versatile ces temps-ci. En 2002, il n'avait manqué que deux cent mille voix à Lionel Jospin pour dépasser Jean-Marie Le Pen et affronter Jacques Chirac au second tour. Deux cent mille décisions individuelles, ou plutôt indécisions, parties de pêche ou repas familiaux d'un dimanche d'avril qui, mis bout à bout, avaient révélé le désarroi français. Après, il y eut le « non » à l'Europe, le 29 mai 2005, tout aussi imprévu par les sismographes qui écoutent les grondements du volcan national. Nouvelle surprise. Le seul fait que le « oui » ait été défendu avec la mollesse brouillonne du président de la République expliquait en partie sa défaite. Voter oui pour défendre un « modèle » social français qui aligne des records d'endettement public et laisse plus de deux millions de personnes au chômage, il

INTRODUCTION

fallait vraiment se battre les flancs... Mais faisons le départ entre l'enchaînement des circonstances et la vérité intime de l'événement : lors de ce référendum, les électeurs ont récusé le projet européen et, avec lui, la perspective qu'on leur proposait depuis un demi-siècle. Ils ont laissé le pays en panne d'avenir.

Quelques mois plus tard, des émeutes éclataient en banlieue parisienne. Surprise encore durant ces nuits de novembre 2005, zébrées par les cocktails Molotov. De jeunes zombis ont attaqué les policiers, brûlé une handicapée dans un autobus sans autre message qu'une violence déchaînée. Pour beaucoup, ils étaient étrangers ou français d'origine étrangère, et mettaient à mal l'autre « modèle » dont la France continue à se prévaloir de façon inexplicable, l'intégration républicaine. Dix-huit mois plus tard, le feu couve toujours. Les émeutes se déplacent, apparaissant ici ou là dès qu'un incident révèle la tension. Les sauvageons ne votent pas, ils ne partent pas davantage à la pêche. Ils brûlent des bus.

18 novembre 2006, encore un pavé dans la vitrine des prévisionnistes : Ségolène Royal est désignée comme candidate socialiste à l'élection présidentielle. En apparence, il n'y a là rien d'autre qu'un événement de la vie démocratique moderne. En réalité, Ségolène Royal capte les suffrages avec des arguments tout à fait inattendus. C'est une femme, ce qui présente deux avantages. La différence d'abord, qui est

INTRODUCTION

très flatteuse en ces temps où une classe politique largement masculine inspire la plus grande méfiance. La victimisation ensuite, utilisée avec beaucoup d'habileté, et entretenue avec la complicité inconsciente des « éléphants » socialistes qui mettent en doute ses capacités. Royal dispose d'un autre atout, essentiel : on ne sait pas grand-chose d'elle, si ce n'est qu'elle a été un ministre très honorable dans des fonctions subalternes. Et elle cultive cet avantage, tout au long de la campagne, en s'appliquant à parler pour ne rien dire. Voilà près de trente ans que les Français, chaque fois que l'occasion se présente, « sortent les sortants ». Au terme de ce quart de siècle d'alternances désabusées, les socialistes français ont trouvé une façon d'éliminer, au nom du peuple tout entier, à la fois les sortants et les sortis. En votant pour celle dont on ne sait rien. L'élection-surprise de Royal à la candidature, loin de signer un quelconque renouveau, témoignait au contraire de l'approfondissement de la crise démocratique française. Tout comme la spectaculaire ascension de François Bayrou dans les sondages, à la veille du premier tour, révélait une nouvelle pulsion inquiétante des électeurs français : sortir les sortants avant même qu'ils ne soient entrés.

En général, chacune de ces surprises est analysée séparément et dédramatisée par des explications plausibles. En réalité, ces événements sont intime-

INTRODUCTION

ment liés les uns aux autres. Ils sont comme les ramifications d'un arbre invisible qui plonge ses racines au cœur de notre pays et se développe en silence depuis de nombreuses années. Un arbre dont l'observateur attentif peut distinguer la silhouette aussi dans les innombrables faits d'actualité qui remplissent les colonnes des journaux, dans les discours et déclarations politiques, dans les chiffres de l'économie et, bien sûr, dans la campagne électorale où les sujets de fond sur l'avenir du pays ont été systématiquement éliminés par des candidats larmoyant devant les problèmes des « vraies gens », qui ont fait tourner à plein régime la machine à promesses intenables. Par une sorte de curieuse synchronie, tous les mécanismes de la vie sociale semblent se détériorer en même temps : crise de la démocratie représentative, remise en cause des élites, pertes de confiance dans l'avenir, mobilité sociale et intégration laborieuses, interrogations sur l'identité de la France et ses valeurs.

Bienvenue dans les années trente

Cette grande panne constitue la réplique d'une autre crise qui a prélué aux catastrophes du siècle dernier : la France de 2007 est singulièrement proche de celle des années trente. Proche par ses régressions : comment ne pas voir derrière la moustache de José

INTRODUCTION

Bové le double de ces réactionnaires d'avant guerre qui récusait le progrès et préconisaient le retour à la terre et à l'« âme française » ? Proche par ses doutes et ses questions : comment ne pas retrouver sous la plume d'un Nicolas Baverez et sa « France qui tombe » les accents de Robert Aron et Arnaud Dandieu, auteurs de *La Décadence de la nation française* ? Comment ne pas être frappé par la description que faisait Bertrand de Jouvenel de l'emballement de la finance, des salaires mirobolants des patrons et d'un capitalisme outrancier très voisin du nôtre ? Proche encore par sa fatigue de la démocratie, qui la fait verser dans le populisme. Par sa croissance économique parcimonieuse. Par ses illusions malthusiennes qui la font compter sur la réduction du temps de travail pour réduire le chômage. Par sa crise d'adaptation à une mondialisation qui se fait sans elle, alors que le centre de gravité de la planète se déporte.

Plus inquiétant encore, au pessimisme français s'ajoute, comme au premier tiers du XX^e siècle, un retournement des tendances mondiales. Le système financier s'essouffle, affaibli par les excès spéculatifs et les inégalités qu'il a générés. La valeur des marchés financiers mondiaux est aujourd'hui au plus haut, les fusions d'entreprises ont atteint le record de 3 000 milliards d'euros en 2006, l'immobilier a connu une progression sans précédent – certains logements

INTRODUCTION

de Londres ont vu leur prix grimper de 60 % dans la seule année 2006.

En 1929, la bascule s'était produite le 24 octobre lors du « Jeudi noir », déclenchement d'un krach boursier qui allait rapidement paralyser l'économie mondiale. Aujourd'hui, la crise financière n'est pas encore là. Nous n'en avons connu que la répétition générale, en 2000, avec l'explosion de la bulle Internet. Mais les déséquilibres persistants de la finance mondiale font craindre une nouvelle secousse, beaucoup plus sérieuse. En 2007 ? Sur l'immobilier ? Sur les *hedges funds* (fonds spéculatifs) où se multiplient les opérations libellées en milliards de toute régulation ? Avec une crise du dollar ou du yen ? L'argent peu cher entraîne toujours une frénésie d'achat, une montée des prix et une sévère correction. Au fond, il suffit juste d'attendre, si l'on table sur les éternels ressorts de la psychologie humaine. Les secousses de mars 2007, sur les marchés financiers asiatiques et américains, sont comme les premières lézardes d'un édifice prêt à craquer.

Parallèlement, après trente années de progression du libéralisme, nous sommes probablement engagés dans une marche à rebours. Les signes du retour prochain à la régulation se multiplient : rémunération contestée des principaux dirigeants, y compris aux Etats-Unis, loi Sarbanes-Oxley sur la transparence interventionniste des gouvernements, montée des ten-

INTRODUCTION

tations protectionnistes... En France, la droite gouvernementale, réputée plus libérale que l'opposition, n'a-t-elle pas théorisé le « patriotisme économique » ? Les plus modérés des critiques expliquent, non sans quelque raison, que l'internationalisation de l'économie fait des victimes parmi les salariés les moins qualifiés, alors qu'elle tire à la hausse les revenus des catégories sociales les mieux formées. Les plus radicaux dénoncent les délocalisations incessantes, l'économie-casino et la perte de l'identité nationale. Lors des précédentes campagnes électorales, pas un candidat d'importance n'aurait omis la question européenne. Rien de tel aujourd'hui, où la candidate socialiste brocarde l'Europe et exalte la nation, comme à Vitrolles : « Ce désir de France que nous gardons au cœur n'est pas condamné à dépérir. » Nicolas Sarkozy n'était pas en reste lorsqu'il s'époumonait à Agen, pour évoquer sa nostalgie d'un « temps où souffrir pour la France était une noblesse », et qu'il s'en prenait à l'Union monétaire européenne. Ou quand il proposait la création d'un ministère de l'« identité nationale » !

Travail, famille, patrie

De façon curieuse, à cette rupture avec le libéralisme correspond un raidissement moral. Certes, les signaux sont ambigus, car nos sociétés expérimentent

INTRODUCTION

un degré de liberté individuelle sans précédent auquel elles ne sont pas prêtes à renoncer. Mais la crise de l'autorité s'observe à l'école, où les élèves s'affranchissent de la discipline ; dans la famille, où l'autorité parentale est négociée pied à pied par des adultes ferraillant pour tenir le rang que l'âge et l'expérience leur conféraient naguère de droit ; dans l'entreprise, où le pouvoir patronal s'est mué, contraint, en un imprécis « leadership ». A mesure que l'individualisme semble triompher, une inquiétude perce, de plus en plus visible. Où sont les limites ? Où se situent désormais le bien et le mal, dans ce monde déserté par les censeurs qui interdisaient de vastes domaines ? La lente conquête des libertés, à l'œuvre depuis les Lumières, approche d'un terme qui se révèle aussi décevant que la soirée d'un célibataire devant le film du dimanche. De plus, la vie en société apparaît beaucoup plus âpre qu'auparavant. Le peu de contraintes qu'elle occasionne sont mal supportées, tout comme les manifestations d'individualisme des autres. L'idée même de justice est sujette à d'innombrables débats, parce que nous n'avons plus idée de la demande que la société est en droit d'adresser à l'individu. Ces jeunes casseurs, faut-il les enfermer ou les plaindre ? Faut-il les envoyer en camp de vacances ou en camp militaire ?

Il en est ainsi de la vie des sociétés : liberté et angoisse progressent à l'unisson. Cela vaut pour l'éco-

INTRODUCTION

nomie comme pour la morale. En réalité, tant en matière économique que sociétale, certains individus – les plus favorisés, les plus rapides, les plus indépendants – profitent beaucoup plus de la liberté que la masse qui, elle, subit aussi ses contreparties. Et, au bout d'un certain temps, elle s'en lasse. Nous en sommes précisément là : à la veille d'une vague réactionnaire, qui conduira à une demande d'autorité forte pour remettre chaque chose à sa place. Écoutons encore Nicolas, Ségolène et François, toujours attentifs aux aspirations profondes du peuple. Le premier propose de construire « une France nouvelle qui redonne vie aux vraies valeurs, celles du mérite, de l'effort, du travail, de la récompense, du respect, de l'autorité, et pourquoi pas le dire, de la fermeté ». La deuxième préconise, dans un discours symétrique en de nombreux points à celui de son concurrent, l'« ordre juste » et la « récompense de l'effort ».

C'est ici que la comparaison avec les années trente retrouve sa force. Parce que l'avant-guerre en France et en Europe avait été, elle aussi, précédée par une période de libéralisme intense, à la fois dans l'économie et la société, avant la plongée dans le doute, la tentation autoritaire et la guerre. Comme si la vie des sociétés était scandée par de grands cycles de plusieurs décennies où alternent liberté et retour à l'autorité, libéralisme et interventionnisme. Comme si nous

INTRODUCTION

expérimentations une forme d'organisation jusqu'à l'excès, pour inverser ensuite la tendance. Comme s'il nous était impossible de régler de façon définitive les rapports entre l'homme et la société, et que nous n'ayons trouvé à ce problème qu'une solution provisoire, dans l'oscillation entre notre nature profonde qui veut faire triompher l'individu, et la raison qui nous enjoint de nous soumettre à la loi collective.

L'histoire des sociétés serait alors une lutte incessante entre le « ça » et le « surmoi », pour reprendre les concepts de la psychanalyse freudienne, désignant les deux polarités qui écartèlent l'individu. Une opposition impossible à stabiliser, où le rapport de force bascule lentement, dans laquelle l'expérience ne sert guère pour trouver l'impossible voie du milieu, puisque le cycle a peu ou prou la durée d'une vie humaine. Nous serions donc condamnés à nous démarquer de nos parents – qui avaient inauguré le cycle libéral, dans les années soixante – pour reproduire les erreurs de nos grands-parents.

Les années 2000 sont, comme les années trente, l'une de ces périodes d'inversion ou l'excès de liberté apparaît coûteux pour l'individu lui-même. Une période de démoralisation, où l'on peine à assimiler les nouveautés – mondialisation accélérée, technologies de l'information, nouveaux modèles familiaux – et où l'on se réfugie dans la régression, le besoin de réassurance et d'autorité. A ces époques, les struc-

INTRODUCTION

tures de la vie collective sont étrangement inadaptées, parce qu'elles semblent comme des survivances d'un temps révolu. C'est ainsi qu'il faut lire nos interrogations sur la démocratie, qui font écho au même phénomène marquant l'avant-guerre. Ou encore le débat sur l'homoparentalité et les réactions passionnées qu'il suscite. Face à l'incertitude, conscients de l'impréparation dans laquelle nous sommes pour affronter le changement, nous marchons à rebours de l'histoire. Travail, Famille, Patrie, voilà le programme des années qui viennent.

Bien évidemment, les époques de transition associent régressions et libertés, voire transgressions. Travail, oui, mais à trente-cinq heures par semaine. Famille, oui, mais recomposée. Parce que les différents groupes sociaux d'une nation n'évoluent pas au même rythme. Parce que chaque pays aménage la tendance et son rythme en fonction de son histoire et de sa culture, même si l'on constate une relative synchronie dans le monde occidental. En Occident, les Etats-Unis ont ainsi été précurseurs des tendances qui se sont prolongées en Europe. C'était vrai pour la dernière vague libérale, et cela semble être encore le cas avec le retour du conservatisme politique et moral.

INTRODUCTION

L'inexorable retour du même

Jusqu'où peut aller cette inclination régressive ? Peut-on imaginer que la France, sixième économie mondiale, qui chapitre ses écoliers sur les ravages du fascisme, plonge dans la dépression collective jusqu'à ses spasmes les plus violents ? Nous, Français de 2007, équipés de téléphones mobiles et parcourant la planète en avion ou sur les écrans d'Internet ? On connaît la réponse que le sens commun donne à cette question : « Cette fois-ci, ce n'est pas pareil. » Notre inclination nous porte à voir des acquis irrévocables qui nous auraient affranchis des errances de nos prédécesseurs : ainsi la mondialisation, réputée irréversible grâce à la facilité des transports et des communications d'aujourd'hui. Argument utilisé à la fin du XIX^e siècle et dans les années vingt, par ceux qui croyaient, eux aussi, qu'il n'y aurait pas d'inflexion. Jusqu'à ce qu'ils soient détrompés par la Première Guerre mondiale et, plus encore, par la crise des années trente, qui a vu une chute spectaculaire des échanges. Si la mondialisation n'est jamais acquise, c'est parce que son déterminant principal est la tolérance des sociétés à l'ouverture, éminemment variable, et non l'efficacité de tel ou tel mode de transport.

La technologie de l'Internet suscite des commentaires tout aussi définitifs. Voilà l'instrument qui

INTRODUCTION

garantit à la liberté un triomphe pour l'éternité, nous explique-t-on. Illusion, là encore. La technique n'a pas de propriétés intrinsèques, elle n'est qu'un instrument dont la finalité et les effets dépendent de l'utilisation qu'on en fait. Ces réseaux de communication servent la liberté et, dans le même temps, ils offrent des possibilités de surveillance et de contrôle sans égal qui seraient demain fort prisées d'un régime autoritaire.

La modernité ne nous protège de rien, ne change en rien notre condition fondamentale. Elle n'améliore en rien notre jugement, pas plus qu'elle ne l'obscurcit. Elle ne nous attribue ni handicap ni avantage décisif dans ce combat perpétuel entre l'individu et la tribu, entre la liberté et l'autorité. Combat d'autant plus difficile à trancher qu'il loge au sein de notre être le plus intime, où nous sommes à la fois grégaires et individualistes. Si ce sont ces invariants qui font l'histoire – « il y a au moins quelque chose d'immuable, c'est l'homme », écrivait Machiavel –, il n'y a aucune raison pour croire que la découverte de la fibre optique interdit la guerre et l'aliénation des peuples. La modernité n'est-elle pas seulement l'écume des jours, qui laisse toujours percer le retour du même comme réapparaît un rocher à fleur d'eau ?

Oui, le repli national est possible, voire aux temps des cargos qui transportent d'innombrables marchandises sur les mers du globe, des réseaux qui échan-

INTRODUCTION

gent instantanément images, voix et données. Surtout aujourd'hui, où la mondialisation a atteint un degré qui éprouve nos sociétés. Oui, la démocratie peut connaître des éclipses, des moments de faiblesse où le peuple s'aveugle, cherche ses repères dans la restauration d'un pouvoir fort et dans l'obéissance à un homme providentiel, car « les nations comme les individus peuvent tomber malades », pour reprendre les mots de Bertrand de Jouvenel. Surtout aujourd'hui, où la classe politique française a failli sur de nombreux sujets. Oui, la crise financière est possible sur des marchés largement déréglementés où le prix des actifs a atteint un niveau sans précédent.

Toute période de crise entremêle dangers et espoirs. Pour comprendre les menaces qui assombrissent le futur et distinguer les germes du renouveau, la comparaison de nos années 2000 avec les années trente est précieuse. Voir ce qui change dans ce qui ne change pas, et ce qui ne change pas dans ce qui change, selon la belle formule du philosophe François Ewald, c'est l'ambition de ce livre.